

1- NOTION D'ACTES DE COMMERCES

Notion essentielle pour définir ce qu'est un commerçant puisque :

L 121-1 c.com : « sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle ».

I- ENUMERATION LEGALE DES ACTES DE COMMERCES.

A. LES ARTICLES DU C.COM.

L 110-1 c.com : « la loi répute actes de commerce :

- 1°- tout **achat de biens meubles pour les revendre**, soit en nature, soit après les avoir travaillés et mis en œuvre ;
- 2°- tout **achat de biens immeubles aux fins de les revendre**, à moins que l'acquéreur n'ait agi en vue d'édifier un ou plusieurs bâtiments et de les vendre en blocs ou par locaux ;
- 3°- toute opération d'intermédiaire pour **l'achat, la souscription ou la vente d'immeubles, de fonds de commerces, d'actions ou de parts de sociétés immobilières** ;
- 4°- toute entreprise de **location de meuble** ;
- 5°- toute entreprise de **manufacture**, de commission ou de transport par terre ou par eau ;
- 6°- toute entreprise de **fourniture, d'agence, bureaux d'affaires, établissements de vente à l'encan, de spectacles publics** ;
- 7°- toute opération de **banque, change et courtage** ;
- 8°- toute opération de banque publique ;
- 9°- toute **obligation entre négociants, marchands et banquier**s ;
- 10°- entre toutes personnes, les **lettres de changes** . »

L110-2 c.com = actes de commerces dans le commerce maritime.

B. TENTATIVE DE CLASSIFICATION

❖ Les actes de commerce par la **FORME** :

- La **LETTRE DE CHANGE** : écrit par lequel le « tireur » donne ordre au « tiré » de payer une somme d'argent au « porteur »
- Les **SOCIETES COMMERCIALES** :

L 210-1 c.com. : « Le caractère commercial d'une société est **déterminé par sa forme ou par son objet.**

Sont commerciales par leur forme et quelque soit leur objet, les SNC, SCS, SARL et EURL, et les sociétés par actions (SA, SCA, SAS). »

Les actes accomplis dans le cadre de ces sociétés (constitution, fonctionnement, dissolution) => soumis au droit commercial.

Mais tous les associés ne sont pas pour autant tous commerçants (dans les sociétés de personnes les associés sont commerçants, mais dans les sociétés de capitaux ce n'est pas forcément le cas).

❖ Actes de commerce par NATURE ou OBJET :

○ **Achats pour revente** :

De biens meubles ou immeubles (sauf opérations de promotion immobilière)

Conditions : achat avant revente + intention de revendre au moment de l'achat (même si ensuite ne revend pas effectivement) + valable même si transformation entre l'achat et la revente.

○ Opérations de **Banque, Change ou Courtage**

○ Opérations **d'intermédiaire pour opérations sur immeubles / fonds de commerces / parts de sociétés immobilières.**

❖ Les ACTIVITES commerciales :

○ Entreprise de **location de meuble**

○ Entreprise de **fourniture** (de gaz, électricité... mais aussi services)

○ Entreprise de **manufacture**

○ Entreprise de **transport** (de marchandise ou de voyageurs, par tout moyen)

○ Entreprise de **commission, agence d'affaire et intermédiaire** en tout genre

○ Entreprise de **spectacles publics**

○ Entreprise de **vente à l'encan**. (=vente aux enchères)

II- CONCEPTUALISATION DE LA COMMERCIALITE

L'énumération des articles du code n'est pas limitative. La doctrine a donc recherché des « critères de commercialité », plusieurs pistes ont été envisagées sans réel succès :

▪ **Critère de spéculation** = recherche du profit.

Mais ce critère n'est pas suffisant car il existe des actes spéculatifs qui ne sont pas des actes de commerce (ex : activités libérales ou agricoles)

▪ **Critère de l'entremise, de l'intermédiaire = circulation des richesses.**

= Actes des agents économiques intermédiaires entre le producteur et le consommateur final.

Mais pas satisfaisant non plus (ex : activité d'intermédiaire de commerce = activité civile ; Activité de production = peut être commerciale quand est industrielle)

■ Critère de l'entreprise

Actes accomplis dans le cadre d'une entreprise = actes de commerce.

Problème : pas de définition de l'entreprise... ? = « activité habituelle de nature professionnelle » de l'article L 121-1 c.com ?

Mais il existe également des actes de commerce isolés.

III- EXTENSION DE LA COMMERCIALITE : ACTES DE COMMERCE PAR ACCESSOIRE

Théorie utilisée par la jurisprudence pour étendre la qualification d'acte de commerce à certains actes.

❖ **ACCESSOIRE OBJECTIF :**

L'acte devient un acte de commerce parce que l'acte qui lui sert de support est un acte de commerce.

Ex : un gage constitué à l'occasion d'une opération commerciale devient un acte de commerce.

❖ **ACCESSOIRE SUBJECTIF :**

L'acte devient un acte de commerce quand il est accompli **par un commerçant pour les besoins de son activité commerciale**, ou accompli dans le cadre d'une société commerciale par la forme.

(Exception : les dettes fiscales restent civiles mêmes si elles sont créées dans le cadre de l'activité commerciale d'un commerçant)

Ex : le CAUTIONNEMENT . Mélange d'accessoire subjectif et objectif.

C'est un acte de commerce :

- Quand il est donné par un commerçant pour les besoins de son commerce
- Quand il est donné par un non-commerçant qui a un intérêt personnel dans l'affaire commerciale au cours de laquelle il intervient (ex : donné par le dirigeant d'une société non-commerciale, dans ce cas le cautionnement est un acte de commerce, mais la caution n'est pas commerçant pour autant)

IV- LES ACTES MIXTES

= Actes qui sont commerciaux pour une des parties (commerçant) et civils à l'égard de l'autre (non-commerçant).

Ils suivent un régime juridique complexe puisque selon les cas ce sont les règles civiles ou commerciales qui vont s'appliquer.

-----exemple de plan -----

NOTION D'ACTE DE COMMERCE

Intro :

Importance de la notion car :

- Définit le commerçant
- Régime des actes de commerce différent des actes civils

C.com donne une énumération (I), mais cette liste n'est pas exhaustive (II)

I- L'ÉNUMÉRATION LÉGALE DU CODE DE COMMERCE.

a. Les actes de commerces par la forme

- i. Lettre de change
- ii. Société commerciale

b. Les actes de commerce par l'objet

- i. Ceux cités à titre isolés
- ii. Les « activités » commerciales

II- CONCEPTUALISATION ET EXTENSION DE LA NOTION D'ACTE DE COMMERCE

a. Tentative de définition doctrinale : la recherche de critères de commercialité

b. Les actes de commerce par accessoire